



Le retour de Keynes

« À partir de 1980 », notait l'économiste de Princeton Alan Blinder, « il est devenu pratiquement impossible de trouver aux États-Unis un économiste universitaire de moins de 40 ans se définissant encore comme keynésien ». Pour les héritiers de John Maynard Keynes, la déroute semblait alors presque totale.

L'idée selon laquelle les récessions relevaient d'un recul de la demande et exigeaient des interventions contracycliques de l'État, principalement par le biais de la politique budgétaire, cédait ainsi le pas à une théorie, promue notamment par Milton Friedman, faisant des cycles économiques des phénomènes purement monétaires.

La Grande Dépression des années 1930, par exemple, était attribuée par Friedman non pas à une chute autonome de la consommation et des investissements, mais plutôt à une contraction excessive du crédit, causée par une cascade de faillites bancaires. Et si le problème était monétaire, la solution devait l'être aussi.

Plusieurs ont fait la même lecture monétariste de la crise actuelle. Quand les institutions financières américaines ont commencé à défaillir cet automne, deux réponses ont été proposées d'emblée.

D'abord, il fallait à tout prix sauver les banques menacées, pour éviter un enchaînement fatal de faillites. Ensuite, les États et les banques centrales devaient rendre le crédit aussi accessible que possible, quitte à descendre les taux directeurs à près de 0 p. 100.

Il faut « mettre des liquidités sur le marché jusqu'à ce que l'intermédiation reprenne », expliquait Daniel Racette, économiste à HEC Montréal, et « arroser le marché jusqu'à ce que ça débloque ».

Mais tout cet arrosage pourrait bien s'avérer insuffisant. Fin décembre, le Fonds monétaire international

notait qu'avec des taux directeurs déjà au plancher, les instruments monétaires étaient probablement devenus inopérants.

Évoquant le risque de « trappes de liquidités », une notion tout à fait keynésienne, le FMI prônait plutôt une politique active de relance budgétaire, axée sur les dépenses d'infrastructures, une bonification des programmes d'assurance-chômage et une redistribution en faveur des ménages à faible revenu.

Et c'est ainsi que Keynes est revenu. À Washington, à Paris, à Berlin, et même à Ottawa, les dirigeants politiques ont accepté de mettre en place des programmes de relance, en faisant toutefois plus de place aux baisses d'impôt que la logique et le FMI ne le voudraient.

Mais si Keynes a raison quand ça va mal, peut-être n'a-t-il pas entièrement tort le reste du temps. Au-delà de la monnaie et de la demande effective, en effet, c'est une toute autre vision de l'économie qu'il proposait.

Pour la plupart des économistes, l'agent individuel est le porteur de la rationalité. Qu'il soit producteur ou consommateur, l'individu décide rationnellement, à partir de ses préférences et de ses options. Même quand l'information est imparfaite, la rationalité individuelle peut être préservée, sur une base probabiliste.

Dans les années 1980 et 1990, ce présupposé rationaliste a été poussé si loin que même les anticipations des agents ont été présumées rationnelles. Les mathématiciens qui ont développé des modèles complexes pour donner un sens précis à un ensemble d'instruments financiers ésotériques sont devenus les héros de ce rationalisme débridé, avec les résultats que l'on connaît.

Le monde économique de Keynes est tout autre. Pour l'économiste de Cambridge, la vie en société est mar-

quée par l'incertitude, une incertitude parfois si radicale que même le recours aux probabilités devient souvent impossible. On peut évaluer des probabilités pour les jeux de hasard, l'assurance ou la météo, expliquait Keynes dans un article paru en 1937, mais pour ce qui est d'une guerre possible en Europe, des taux d'intérêt dans 20 ans ou des rapports sociaux en 1970, « we simply do not know ».

Face à une telle incertitude, les individus peuvent agir par habitude, par convention ou par mimétisme. Les investisseurs, notamment, ont tendance à se fier à leur penchant naturel à agir plutôt qu'à ne rien faire, une sorte de propension « animale » à l'action qui finit par faire marcher le monde.

Mais quand la confiance s'effondre, les mêmes réflexes jouent en sens inverse, avec des conséquences désastreuses. Seul le gouvernement peut alors engendrer l'activité économique et rétablir la confiance.

Véritable incarnation de l'intelligence collective et du bien commun, l'État devient ainsi le socle ultime de la raison et du jugement, face à des agents individuels dépassés par les événements et en proie à des « instincts animaux » qui les poussent à agir comme les autres.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette conception de l'État, sans doute trop optimiste. Retenons simplement que le retour de Keynes n'a pas simplement à voir avec la demande effective ou les instruments budgétaires.

Au-delà de ce virage, la crise qui commence annonce aussi une remise en question de la rationalité supposément sans faille des investisseurs, et un rappel des capacités de l'État à représenter et à préserver le bien commun.

Alain Noël est professeur de science politique à l'Université de Montréal.